

# Cinq ans après l'accident de Fukushima la catastrophe continue!

**LE PROBLÈME DE L'EAU CONTAMINÉE:** À la centrale de Fukushima Daiichi, le volume d'eau contaminée augmente chaque jour de 200 à 800 tonnes, car on arrose toujours les trois réacteurs accidentés pour refroidir le cœur fondu, et l'eau souterraine s'infiltré continuellement dans les bâtiments.

Il y a maintenant **plus de 790 000 tonnes d'eau radioactive stockées** dans des cuves sur le site. De plus, l'eau contaminée dans les canaux d'écoulement déborde régulièrement dans la mer suite aux fortes pluies. TEPCO a décidé de déverser dans l'océan, après «traitement», une partie de l'eau souterraine pompée. Plus de 3 000 tonnes ont ainsi été rejetées en septembre 2015. TEPCO prétend que le niveau de tritium (un isotope impossible à traiter) se trouve au-dessous de la norme, mais on ne devrait pas laisser déverser des quantités si importantes d'eau contaminée dans la mer.

**LES CONSÉQUENCES SANITAIRES:** Les cas de cancer de la thyroïde ne cessent d'augmenter chez les enfants de Fukushima. Après une première série d'exams portant sur environ 300 000 mineurs de 0 à 18 ans, 115 cas, présentant des cellules malignes ou suspectées telles, ont été constatés: parmi 101 malades opérés, 100 avaient développé un cancer. À la suite d'une seconde série d'exams sur 236 000 personnes, on a diagnostiqué la présence de cellules malignes ou suspectées telles chez 51 d'entre elles; or, 47 n'avaient présenté aucun problème lors de la première série d'exams. Parmi elles, 16 personnes ont déjà été opérées et 16 cas de cancer ont été avérés. On constate donc déjà (au 31 décembre 2015) **116 cas (100 + 16) de cancer** alors qu'au Japon, dans cette tranche d'âge de 0 à 18 ans, l'incidence du cancer de la thyroïde est de 0,9 pour 100 000 personnes.

**L'IMPOSSIBLE RETOUR DES RÉFUGIÉS:** Il reste environ 100 000 réfugiés de Fukushima (56 500 à l'intérieur du département, 43 500 à l'extérieur). Ceux qui étaient partis volontairement de Fukushima (30 000 personnes) recevaient du département une allocation logement, mais cette aide financière sera supprimée en mars 2017, remplacée par une allocation moins importante et sous conditions. D'autre part, l'ordre d'évacuation a été levé dans la commune de Naraha, située à une vingtaine de kilomètres de Fukushima Daiichi, en septembre 2015.

# Cinq ans après l'accident de Fukushima la catastrophe continue!

**LE PROBLÈME DE L'EAU CONTAMINÉE:** À la centrale de Fukushima Daiichi, le volume d'eau contaminée augmente chaque jour de 200 à 800 tonnes, car on arrose toujours les trois réacteurs accidentés pour refroidir le cœur fondu, et l'eau souterraine s'infiltré continuellement dans les bâtiments.

Il y a maintenant **plus de 790 000 tonnes d'eau radioactive stockées** dans des cuves sur le site. De plus, l'eau contaminée dans les canaux d'écoulement déborde régulièrement dans la mer suite aux fortes pluies. TEPCO a décidé de déverser dans l'océan, après «traitement», une partie de l'eau souterraine pompée. Plus de 3 000 tonnes ont ainsi été rejetées en septembre 2015. TEPCO prétend que le niveau de tritium (un isotope impossible à traiter) se trouve au-dessous de la norme, mais on ne devrait pas laisser déverser des quantités si importantes d'eau contaminée dans la mer.

**LES CONSÉQUENCES SANITAIRES:** Les cas de cancer de la thyroïde ne cessent d'augmenter chez les enfants de Fukushima. Après une première série d'exams portant sur environ 300 000 mineurs de 0 à 18 ans, 115 cas, présentant des cellules malignes ou suspectées telles, ont été constatés: parmi 101 malades opérés, 100 avaient développé un cancer. À la suite d'une seconde série d'exams sur 236 000 personnes, on a diagnostiqué la présence de cellules malignes ou suspectées telles chez 51 d'entre elles; or, 47 n'avaient présenté aucun problème lors de la première série d'exams. Parmi elles, 16 personnes ont déjà été opérées et 16 cas de cancer ont été avérés. On constate donc déjà (au 31 décembre 2015) **116 cas (100 + 16) de cancer** alors qu'au Japon, dans cette tranche d'âge de 0 à 18 ans, l'incidence du cancer de la thyroïde est de 0,9 pour 100 000 personnes.

**L'IMPOSSIBLE RETOUR DES RÉFUGIÉS:** Il reste environ 100 000 réfugiés de Fukushima (56 500 à l'intérieur du département, 43 500 à l'extérieur). Ceux qui étaient partis volontairement de Fukushima (30 000 personnes) recevaient du département une allocation logement, mais cette aide financière sera supprimée en mars 2017, remplacée par une allocation moins importante et sous conditions. D'autre part, l'ordre d'évacuation a été levé dans la commune de Naraha, située à une vingtaine de kilomètres de Fukushima Daiichi, en septembre 2015.

Or, si près de 95 % des 7 400 habitants de Naraha ne sont pas retournés vivre chez eux, c'est à cause **des déchets radioactifs amassés** en 24 endroits de leur ville, ce qui ne permet pas de reprendre les travaux agricoles. Cependant, l'ouverture d'un dispensaire est prévue. Des vagues des incitations au retour des habitants et à la reconstruction déferlent sur tout le département de Fukushima.

**LE REDÉMARRAGE CONTRE LA VOLONTÉ DE LA POPULATION!** Le 11 août 2015, la compagnie d'électricité de Kyûshû (Kyûden) a redémarré le réacteur n° 1 de la centrale de Sendai (département de Kagoshima), à 1 000 km au sud-ouest de Tôkyô. Cette initiative a été suivie, le 15 octobre, du redémarrage du réacteur n° 2. Or, **les Japonais ont vécu presque deux ans sans énergie nucléaire** depuis l'arrêt en septembre 2013 du réacteur n° 4 de la centrale d'Ôi, la seule à être encore en fonctionnement à l'époque.

Comme le montre un sondage de mai 2015, la population du département de Kagoshima est **opposée à 60 % au redémarrage, et 84 % des japonais souhaitent sortir du nucléaire**. C'est pourtant la décision de remise en marche du réacteur qui a été prise au motif que l'Autorité de régulation du nucléaire (ARN) l'avait jugé conforme aux nouvelles normes adoptées après Fukushima.

Or, cette décision ne tient pas compte de deux facteurs majeurs:

1. **La vétusté de ce réacteur**, âgé de 31 ans.
2. La topographie de cette région caractérisée par **un fort volcanisme**.

D'autre part, le plan d'évacuation de la population n'a pas été clairement défini.

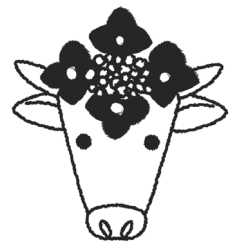
L'ARN a considéré conformes aux nouvelles normes de sécurité trois réacteurs dans deux autres centrales: la compagnie d'électricité de Kansai (Kepco) a ainsi redémarré le réacteur n° 3 de la centrale de Takahama (département de Fukui) le 29 janvier 2016 dont le combustible contient le MOX. Le réacteur N° 4, malgré le problème de la fuite dans le circuit primaire constaté le 20 février, a été redémarré le 26 février. Or, il a été arrêté d'urgence le 29 février, arrêt dont on ignore la cause. Il y a donc trois réacteurs en fonctionnement actuellement, et le redémarrage du réacteur n° 3 de la centrale d'Igata (département d'Ehime, île de Shikoku) est envisagé en 2016. Cette agence obéit ainsi à la volonté du gouvernement du Premier ministre Abe qui prévoit pour 2030 une production de 20 à 22 % de l'électricité au Japon à partir de l'énergie nucléaire.



**Yosomono-net**  
(réseau international de ressortissants japonais contre le nucléaire):  
<http://yosomononet.blog.fc2.com>  
**Sortir du nucléaire Paris:**  
<http://www.sortirdunucleaire75.org>



**Yosomono-net**  
(réseau international de ressortissants japonais contre le nucléaire):  
<http://yosomononet.blog.fc2.com>  
**Sortir du nucléaire Paris:**  
<http://www.sortirdunucleaire75.org>



Or, si près de 95 % des 7 400 habitants de Naraha ne sont pas retournés vivre chez eux, c'est à cause **des déchets radioactifs amassés** en 24 endroits de leur ville, ce qui ne permet pas de reprendre les travaux agricoles. Cependant, l'ouverture d'un dispensaire est prévue. Des vagues des incitations au retour des habitants et à la reconstruction déferlent sur tout le département de Fukushima.

**LE REDÉMARRAGE CONTRE LA VOLONTÉ DE LA POPULATION!** Le 11 août 2015, la compagnie d'électricité de Kyûshû (Kyûden) a redémarré le réacteur n° 1 de la centrale de Sendai (département de Kagoshima), à 1 000 km au sud-ouest de Tôkyô. Cette initiative a été suivie, le 15 octobre, du redémarrage du réacteur n° 2. Or, **les Japonais ont vécu presque deux ans sans énergie nucléaire** depuis l'arrêt en septembre 2013 du réacteur n° 4 de la centrale d'Ôi, la seule à être encore en fonctionnement à l'époque.

Comme le montre un sondage de mai 2015, la population du département de Kagoshima est **opposée à 60 % au redémarrage, et 84 % des japonais souhaitent sortir du nucléaire**. C'est pourtant la décision de remise en marche du réacteur qui a été prise au motif que l'Autorité de régulation du nucléaire (ARN) l'avait jugé conforme aux nouvelles normes adoptées après Fukushima.

Or, cette décision ne tient pas compte de deux facteurs majeurs:

1. **La vétusté de ce réacteur**, âgé de 31 ans.
2. La topographie de cette région caractérisée par **un fort volcanisme**.

D'autre part, le plan d'évacuation de la population n'a pas été clairement défini.

L'ARN a considéré conformes aux nouvelles normes de sécurité trois réacteurs dans deux autres centrales: la compagnie d'électricité de Kansai (Kepco) a ainsi redémarré le réacteur n° 3 de la centrale de Takahama (département de Fukui) le 29 janvier 2016 dont le combustible contient le MOX. Le réacteur N° 4, malgré le problème de la fuite dans le circuit primaire constaté le 20 février, a été redémarré le 26 février. Or, il a été arrêté d'urgence le 29 février, arrêt dont on ignore la cause. Il y a donc trois réacteurs en fonctionnement actuellement, et le redémarrage du réacteur n° 3 de la centrale d'Igata (département d'Ehime, île de Shikoku) est envisagé en 2016. Cette agence obéit ainsi à la volonté du gouvernement du Premier ministre Abe qui prévoit pour 2030 une production de 20 à 22 % de l'électricité au Japon à partir de l'énergie nucléaire.